

# 2014 FBC ANNUAL DEFENCE CONFERENCE

3 avril 2014, Ambassade du Royaume-Uni, Paris



## RAPPORT



**Dr Claire Chick**

---

Head of Defence, Franco-British Council  
clairechick@francobritishcouncil.org.uk



[www.francobritishdefence.org](http://www.francobritishdefence.org)



# Sommaire

## **LES MOTEURS DU PARTENARIAT DE DEFENSE**

Le sommet de Brize Norton, déclencheur de décisions capacitaires  
La relation personnelle au coeur de la coopération bilatérale  
La dynamique mémorielle, vecteur de rapprochement entre nations

## **FABRIQUER UNE CONVERGENCE STRATEGIQUE?**

L'analyse commune des menaces en question  
Une ambition politique inégalement attendue  
Raccrocher l'opinion pour légitimer les opérations

## **RELEVER LE DEFI SECURITAIRE EN AFRIQUE**

L'Armée de terre et la British Army: frères d'armes dans les crises  
Les enjeux et la géographie: deux poids, deux mesures  
La gestion des conflits africanisée

## **UNE VISIBILITE POUR LANCASTER HOUSE A L'INTERNATIONAL**

Ensemble à Newport en 2014: sur quel sujet?  
Ensemble à Bruxelles en 2015: sous quel motif?  
Passer de deux à trois?



*HE Sir Peter Ricketts, British Ambassador to France*

La quatrième conférence de défense du Conseil Franco-Britannique (CFB) s'est déroulée le 3 avril 2014 à l'ambassade britannique à Paris. Organisée sous le haut patronage de SE Sir Peter Ricketts, Ambassadeur du Royaume-Uni en France, cette manifestation annuelle a rassemblé soixante-dix délégués issus de la haute administration civile et militaire, du milieu parlementaire, industriel, de la recherche et des médias. Elle s'est notamment distinguée par la participation des ministres français et britannique de la défense, et par la co-présidence du Chef d'état-major de l'Armée de terre et du Chief of the General Staff en ouverture de la session plénière.

Cette rencontre a pris place quelques semaines après le sommet franco-britannique de Brize Norton, et a débattu des décisions prises et du bilan établi sur le travail en commun depuis novembre 2010. Elle a également bénéficié d'une mise en perspective historique avec un éclairage inédit sur le partenariat de défense d'hier, à l'heure du lancement des commémorations du centenaire de la première guerre mondiale. Enfin, le rassemblement de hautes personnalités françaises et britanniques impliquées dans la mise en application des accords de Lancaster House a facilité l'organisation de réunions restreintes très appréciées, en marge de la conférence CFB 2014.

*« It is a real pleasure to once again host the Franco-British Council defence conference which is really becoming an institution »*

**HE Sir Peter Ricketts**  
British Ambassador to France

Dans le prolongement des thèmes abordés en 2013 et en vertu des évolutions en cours, la conférence s'est répartie en quatre tables rondes qui individuellement ont traité: du sens du recours à la force dans les démocraties française et britannique; des ouvertures pour une gestion commune de la sécurité en Afrique; des difficultés et des opportunités de coopération de l'Entente sur le long terme; des possibilités d'un continuum franco-britannique en matière de défense sur la scène internationale. Le présent rapport propose une analyse croisée des discours et discussions issus de ces ateliers.



Réception, Conférence défense 2014 du CFB

## Les moteurs du partenariat de défense

### Le sommet de Brize Norton, déclencheur de décisions capacitaires

Les sommets bilatéraux ne sont pas des exercices faciles. Celui de Brize Norton de janvier 2014, essentiellement consacré aux questions de défense, s'est ouvert dans un climat tendu. Deuxième réunion franco-britannique des chefs d'Etat et de gouvernement depuis la signature des accords de Lancaster House, et première depuis l'arrivée

*« There is more interest between the UK and France than there is with any other nation in Europe »*

Philip Dunne, Minister for Defence Equipment, Support and Technology

des socialistes au pouvoir en France, il a pris place au moment du retour en force de la problématique européenne, et alors que le décalage chronique des agendas domestiques - sortie des Livres blanc, vote des budgets de défense, scrutins électoraux - et l'épineuse préparation en commun des rencontres sur la sécurité internationale ont, à plusieurs reprises, fait marquer le pas au partenariat entre Londres et Paris. Les délégués à la conférence 2014 du Conseil Franco-Britannique (CFB) ont souhaité commenter cet état de fait. "Let's try to keep politics out of the policy" a suggéré un fonctionnaire du Foreign Office, pour qui, la vision politique de long terme qu'incarnent les accords de 2010 doit primer, avec un cadre de travail résistant aux aléas intérieurs propres à chacun, même si rien n'est jamais gagné.

En réalité, le bilan du sommet n'est pas négatif. Notamment parce que des décisions attendues en matière capacitaire ont été prises. Le Secrétaire d'Etat britannique à l'armement n'a pas caché son enthousiasme et parlé d'un nouvel élan donné à la coopération. Outre les avancées dans le projet de la guerre des mines (MMCM) et en matière de formation et de soutien de l'A400M, deux dossiers principaux ont été marquants à Brize Norton. D'une part le programme ANL (Anti Navire Léger) qui pour MBDA enclenche la mise en application du principe de dépendance mutuelle inscrit dans le traité de Londres de 2010. La spécialisation industrielle organisée autour de la mise en place de centres d'excellence devra garantir un concept d'accès partagé et formater un modèle de licence d'exportation croisé entre les deux pays. Pour le patron de l'entreprise MBDA, au-delà de la dimension strictement bilatérale, cette coopération dans l'industrie missilière constitue un test pour valider un nouveau type d'organisation de l'industrie de défense européenne sur la prochaine décennie.



*Eric Trappier, Nathalie Guibert, Axelle Lemaire*

L'autre dossier phare du sommet 2014 -le Futur Combat Air System (FCAS)- a donné lieu à des explications par le président de Dassault. Le lancement des études de faisabilité de l'avion de combat sans pilote (piloté au sol, qui ne remplace pas l'avion de combat) menées en commun par Dassault Aviation et BAE Systems prépare les choix technologiques de 2016 en termes de démonstrateurs et de programmes. Le défi est de taille. Issue d'un processus décisionnel laborieux sur le partage de besoins opérationnels communs dans un contexte de baisse des budgets et d'alternances politiques, cette coopération franco-britannique dans l'aéronautique de combat se mettra en place sans intégration de sociétés. Pour conjurer l'écueil de la compétition, l'idée est avancée de constituer une agence exécutive qui représenterait les deux ministres de la défense pour gérer le programme et pour laquelle les deux Etats définiraient un mode de fonctionnement. Un schéma qui permettrait aux industriels d'organiser leur maîtrise d'oeuvre en face d'un interlocuteur direct avec une équipe fédérée autour des deux avionneurs, des motoristes Rolls-Royce et Safran et des électroniciens Thales et Selex ES.

« *Nous sommes prêts en franco-britannique* »

**Eric Trappier**

CEO Dassault Aviation

## La relation personnelle au coeur de la coopération bilatérale

La relation personnelle installée entre les responsables politiques français et britanniques a été considérée comme un gage de succès du sommet bilatéral 2014. Le choix de la base aérienne de Brize Norton, située dans la circonscription de David Cameron, a mis en avant le rôle d'hôte du Premier Ministre qui avait choisi un pub traditionnel des Cotswolds pour déjeuner avec François Hollande. Plus généralement, le caractère empathique des rencontres a été souligné par le ministre britannique de la défense, et côté français, l'importance de la dimension humaine établie entre les représentants des deux pays a fait l'objet de développements spécifiques, notamment par le Conseiller spécial de Jean-Yves Le Drian qui a estimé que la relation entre individus est le terreau de l'entente et de la coopération franco-britannique. Un travail rapproché entre les deux rives de La Manche qui, selon Philip Dunne, continue de construire la confiance. La correspondance avec son homologue Laurent Collet-Billon est ainsi nourrie d'une détermination politique pour faire avancer les dossiers de coopération malgré l'existence de processus différents chez les uns et les autres.

Cette estime déclarée entre individus a trouvé écho chez les militaires. Les deux chefs d'état-major de l'armée de terre, invités d'honneur de la conférence CFB 2014, ont témoigné sur leur relation de proximité. Pour le Général Ract-Madoux, les accords de Lancaster House vivent au quotidien dans les deux armées de terre grâce à l'impulsion

politique soutenue qui rapproche les hommes sur le plan opérationnel. Le General Sir Peter Wall a été lui aussi enthousiaste: la très bonne entente au niveau de l'état-major confirme le caractère décisif des relations personnelles, répercutées au niveau des officiers et sous-officiers. Le Foreign Office est également intervenu pour expliquer que chacun se connaît de mieux en mieux. La rencontre Paris-Londres-Bruxelles organisée en amont du Conseil européen de décembre 2013 entre les ministres des affaires étrangères et de la défense, l'Elysée et Downing Street a mis en évidence l'intérêt de ce type de rassemblement et son impact sur l'engagement bilatéral. Le dialogue très régulier entre les ministres du FCO et du Quai d'Orsay permet de son côté de décliner cette volonté de travail en commun dans l'échelle de l'administration, où les fonctionnaires apprennent à coopérer en vertu des différences culturelles, et de plus en plus dans un souci de complémentarité et non pas de convergence systématique.

*« On arrive au commandement unique seulement en mars 1918, quand, à l'entrevue de Doullens, les dirigeants politiques nomment le général Foch commandant-en-chef du front de l'Ouest. Il sera en quelque sorte le premier SACEUR de l'histoire. Il l'explique par la suite, il a pris cette nomination très prudemment, il n'a jamais donné d'ordres, il a donné des conseils, et quand il y a eu des désaccords, il a rédigé des notes et demandé à son interlocuteur britannique de réfléchir. C'est comme ça que ça a marché jusqu'au bout. J'insiste là-dessus. Foch a eul'intelligence de ne jamais utiliser le commandement unique de façon littérale. »*

**Professeur Georges-Henri Soutou**  
Membre de l'Académie des Sciences morales et politiques

L'intervention d'un historien a apporté un éclairage riche d'enseignement sur l'aspect décisif des relations personnelles au sein de la coopération de défense. Ainsi, au début du XXème siècle, les rapprochements que les individus opèrent entre eux impactent la relation diplomatique franco-britannique. En l'absence de textes et d'accords officiels, les personnalités politiques et militaires apprennent à se connaître et tissent des liens profonds, malgré le barrage de la langue. L'Entente cordiale de 1904 signée entre Edouard VII et le ministre des Affaires étrangères Delcassé n'est ainsi pas une alliance mais une sorte de concordat pour se protéger du problème allemand, et la guerre 14-18 elle-même s'est déroulée sans aucune contraction d'accord militaire formel entre les deux pays. Des conversations d'états-majors basées sur des relations personnelles et sans couverture politique valideront une marque de confiance inégalée qui décidera les Britanniques à entrer en guerre aux côtés des Français après la violation de la neutralité belge. La collaboration militaire entre les deux pays s'intensifiera, et passera à une véritable fraternité d'armes (en 1916 l'armée britannique est à peu près aussi nombreuse que l'armée française sur le continent), reposant toujours sur la bonne entente entre les chefs britanniques et français. La constitution d'un commandement unique ne se fera qu'en mars 1918, et la consignation de l'entente politico-militaire entre la France et le Royaume Uni n'interviendra qu'en 1925 avec les accords de Locarno.

## La dynamique mémorielle, vecteur de rapprochement entre nations

Dans le sillage de cette référence à l'Histoire, l'ouverture des commémorations du centenaire de la première guerre mondiale et le soixante-dixième anniversaire du débarquement allié en Normandie ont été considérés comme des activateurs du rapprochement franco-britannique de défense. La célébration des anniversaires des batailles passées rappelle que les deux pays ont été des partenaires militaires de très grande proximité, au risque d'y perdre la vie, et ravive la flamme des coopérations en cours. En 2010, par exemple, pour la première fois, l'appel du 18 juin 1940 du Général de Gaulle était fêté à Londres. Plusieurs décennies d'une histoire commune permettaient d'initier un événement d'envergure, en pleine montée en puissance de la signature des accords de Lancaster House, en injectant une énergie ciblée dans la dernière ligne droite des tractations diplomatiques: cérémonie au Chelsea Hospital avec des anciens combattants, réunions bilatérales entre ministres et hauts responsables, et première rencontre entre le président Sarkozy et le nouveau premier ministre David Cameron en passe de conclure les traités de défense franco-britanniques pour cinquante ans.

Le directeur de la Mission du Centenaire de la première guerre mondiale est venu expliquer que l'étape des cent ans du premier conflit mondial est clairement aujourd'hui un marqueur diplomatique utilisé par les nations pour resserrer des liens traditionnels. Pendant plus de quatre ans, quatre-vingts pays vont puiser dans le passé pour exposer les bénéfices de leurs alliances réciproques. Au plan franco-britannique, des initiatives des ministères de

l'éducation nationale ont été prises depuis 2012 pour transmettre un héritage au sein d'un environnement interculturel: au Royaume-Uni, chaque établissement donne la possibilité à quelques élèves de partir sur le front de l'Ouest (une grande partie sur le territoire français) et visiter les cimetières militaires; en France un système de mémoire comparée a été mis en place entre les classes des deux côtés de La Manche. Le défilé du 14 juillet 2014 sur les Champs-Élysées, la clôture des jeux du Commonwealth en août à Glasgow sont d'autres moments forts inspirés par la thématique du centenaire. Le patrimoine historique commun s'annonce comme un espace d'opportunités de rapprochement entre la France et le Royaume-Uni. A la rentrée, la bataille de la Marne du 12 septembre 1914 sera une autre occasion concrète de rappeler la complicité des deux pays au plus haut niveau



*Général de brigade aérienne Bruno Maurice, Air Vice-Marshal Stuart Atha*

sur le champ de bataille pour stopper l'invasion allemande aux portes de Paris. Plus tard dans le calendrier, d'autres initiatives commémoratives d'envergure alimenteront une véritable dynamique au sein du partenariat bilatéral de défense. Avec notamment le 1er juillet 2016, l'anniversaire de la bataille de la Somme: événement identitaire de la mémoire franco-britannique -soixante mille pertes dont vingt mille tués le premier jour de l'offensive- il devrait susciter une intense activité diplomatique, à la hauteur d'une visite d'Etat, et sera un moment de réflexion particulièrement intense. L'occasion peut-être d'inviter la force expéditionnaire commune (CJEF) à intégrer le défilé du 14 juillet 2016?

## Fabriquer une convergence stratégique

### L'analyse commune des menaces en question

Plus clivant, le sujet sur la nécessité -ou pas- d'une convergence stratégique a mis en évidence des différences de fond entre Londres et Paris. Et laissé des questions sans réponse.

La perspective de la prochaine *Strategic Defence and Security Review* (SDSR) interroge sur la possibilité de franchir une étape significative dans le travail de réflexion conjoint sur le rapprochement stratégique. En réalité, les responsables politiques de Whitehall ont choisi de revenir sur leur dernier Livre blanc (SDSR 2010) pour mettre en évidence la correspondance de vues avec le document stratégique français de 2013 qui a suivi: identification comparable des défis mondiaux -budgets de défense pressurisés, instabilités régionales croissantes, menaces technologiques non maîtrisées, déstabilisation du commerce international- où le vocabulaire utilisé est symbolique de la similitude des intérêts entre les deux pays. Le *Ministry of Defence* (MOD) n'a pas répondu sur l'idée d'une démarche plus théorique voire d'une

*« Je ne comprends pas qu'on n'aille pas encore plus loin, et qu'on n'arrive pas à une sorte d'approche stratégique quasiment commune franco-britannique qui irait ensuite irriguer les réflexions avec les autres Européens »*

**Hubert Védrine**

Ancien ministre des affaires étrangères



Général d'armée Bertrand Ract-Madoux

formulation commune des menaces avec la France en 2015, et a consacré ses développements à l'enjeu, à ses yeux essentiel, d'une réactivité militaire franco-britannique en cas de crise, symbolique d'une solidarité pragmatique de l'intervention. La Commission de la défense de la Chambre des Communes est cependant intervenue pour réitérer la très grande satisfaction des Britanniques, flattés que la France ait invité leur ambassadeur à Paris, Sir Peter Ricketts, à pleinement participer aux travaux de leur Livre blanc sur la défense et la sécurité. Elle s'est clairement positionnée en estimant que la réciprocité devait être vraie, pour l'utilité d'une contribution française et le renforcement de l'alliance de Lancaster House. Une prise de position appuyée par la représentation britannique à Bruxelles selon laquelle l'expertise combinée des deux Européens permettrait de dégager un intérêt commun en matière de stratégie de défense, ce que les institutions de l'UE ne peuvent pas faire, faute d'une méthode partagée.

*« Le rapprochement des deux armées de terre est ambitieux mais reste à notre portée »*

Que souhaite la France?

Très satisfaite d'avoir "ouvert ses livres" à la diplomatie de Londres, elle met en avant les réflexions à froid qui ont pris place pour préparer la gestion des crises. La distinction entre les zones stratégiques communes et celles davantage axées sur les intérêts vitaux nationaux, l'évaluation de la place de la dissuasion nucléaire et celle de l'armement conventionnel dans chaque pays, ont alimenté le dialogue stratégique issu des accords de Lancaster House, qu'elle considère de très haut niveau, émaillé de discussions confidentielles et bâti sur une confiance inégalée. La Délégation aux Affaires Stratégiques a cependant précisé ses attentes en espérant que la France puisse être invitée à son tour à contribuer à la SDSR 2015. La France et le Royaume-Uni devraient pouvoir oeuvrer à la fabrication d'une convergence stratégique et ont une responsabilité à écrire ensemble une approche plus conceptuelle de leur coopération de défense pour partager une analyse commune au service des partenaires européens. Le ministre français de la défense a choisi d'intervenir à l'appui d'une argumentation pragmatique, pour faire le constat qu'un concept émergent de gestion de crises en Afrique esquisse aujourd'hui un rôle particulier pour la France et le Royaume-Uni. La similitude des agendas constatée au Mali et en République Centrafricaine (RCA) -l'intervention rapide sous couvert de la légalité internationale, la mise en place d'une force africaine suivie d'une opération de maintien de la paix des Nations Unies, l'envoi d'une mission d'entraînement de l'UE pour les armées africaines- inviterait à rechercher un renforcement de la modélisation du partenariat pour optimiser la conjugaison des outils de gestion de crises.

**Général Ract-Madoux**  
 Chef d'état-major de l'armée de terre



Pr Christian de Boissieu, General Sir Peter Wall

## Une ambition politique inégalement attendue

Côté opérationnel, les militaires ont témoigné sur le fossé existant entre la bonne coopération au niveau tactique et le vide laissé vacant par l'absence de synchronisation politique sur le recours à la force. Le sujet est nouveau -ou en tout cas son expression- car probablement, le rapprochement de l'échéance 2016 sur la finalisation de l'architecture de la force expéditionnaire conjointe rend plus urgent la réponse à la question sur son mode d'intervention. A quoi doit servir la CJEF? Quand recourir à cette composante d'entrée en premier si en amont il n'y a pas une analyse commune de la menace clairement formulée?

« *We don't have a common start point for a common solution but we do have a basis for some commonality and for complimentary solutions* »

General Sir Peter Wall  
Chief of the General Staff

L'Armée de terre est venue rappeler l'importance du combat terrestre dans la guerre contemporaine. Son travail de proximité avec la British Army engagé depuis trois ans sur la mise en application des accords de Lancaster House est largement valorisé. Le développement de la composante terre de la CJEF permet une vraie progression en matière

d'interopérabilité et de complémentarité, et un lien fort existe entre la détermination politique des Etats à engager des forces en cas de crise, et la flexibilité des troupes devant les changements nécessaires de stratégie. Mais il est clairement fait mention que des intérêts stratégiques communs entre les deux pays, que seuls les décideurs politiques peuvent valider, permettraient d'avancer, notamment sur le partage capacitaire entre les deux armées, souhaité et attendu.

Dans la même veine, les officiers britanniques ont été élogieux sur le partenariat de défense issu des traités de novembre 2010, particulièrement sur le partage en matière d'opérabilité tactique. Le rapprochement effectué depuis trois ans entre la 11e brigade parachutiste et la 16th *air assault brigade*, sous commandement unique, démontre le haut degré de préparation pour intervenir ensemble. Et, à l'instar de leurs homologues français, eux aussi ont valorisé la perspective d'un agenda plus poussé dans le domaine de la mutualisation des équipements au sein des deux armées de terre. Mais à l'image des fonctionnaires de Whitehall, les militaires du Royaume-Uni sont restés prudents sur les vertus d'une convergence stratégique et ont nettement privilégié l'aspect pragmatique d'une interopérabilité accrue. Le Chief of the General Staff a ainsi estimé que s'il est nécessaire de dépasser l'échelon

tactique et de chercher à fusionner le renseignement et l'information à un niveau de commandement intégré plus élevé, une ambition stratégique commune n'a pas sa place. L'exercice Rochambeau de mai 2014 –évaluation des postes de commandement franco-britannique de niveau division- a précisément pour ambition de relever un défi supplémentaire et corriger les difficultés détectées lors de l'exercice Flandres de 2011 sur l'échange de l'information. Dernier entraînement franco-britannique Terre avant la phase interarmées, Rochambeau doit cependant, selon Sir Peter Wall, éclairer sur la façon dont les deux partenaires peuvent interagir au niveau politico-militaire avec des systèmes différents.

Sur un plan institutionnel, les responsables des établissements militaires supérieurs des deux pays ont pris l'initiative d'un exercice de réflexion de niveau politico-stratégique qui joue le rôle de laboratoire d'idées, notamment sur la question de la faisabilité d'une opération extérieure conjointe, avec la volonté de soumettre aux chefs d'Etat et de gouvernement un éventail d'options avec évaluation des risques. L'enjeu pour le CHEM (Centre des Hautes Etudes Militaires) français et le HCSC (Higher Command and Staff Course) britannique est de voir comment concilier la mécanique des processus de prise de décisions. Les différences structurelles des régimes présidentiel et parlementaire mettent clairement à l'épreuve le rapprochement institutionnel au niveau politique (la verticalité du commandement entre le Président de la république et le CEMA *versus* une plus grande collégialité de la décision qui s'impose au Premier Ministre britannique), et militaire (un Centre de Planification et de Conduite des Opérations -CPCO- connecté au ministère des Affaires étrangères, un Permanent Joint Headquarters -PJHQ- davantage cantonné dans la fonction opérationnelle).

## Raccrocher l'opinion pour légitimer les opérations



Rt Hon James Arbuthnot MP, Ann Kenrick

*« I don't think the UK has turned against the idea of fighting in a good cause, they had no wish to fight in a bad one »*

Rt Hon James Arbuthnot MP  
Chair of the Defence select committee, HOC

A l'absence de convergence stratégique déclarée entre la France et le Royaume-Uni, s'ajoute le constat d'une démobilitation des citoyens sur les questions de défense. Les opinions ont décroché. Pour les parlementaires britanniques, la profonde déconnexion entre le public et les forces armées s'explique notamment par le "Peace dividend" issu de la fin de la guerre froide par lequel les Européens dénigrent l'importance de leur défense. Faute d'un ennemi clairement identifié, l'instabilité du monde et la fragmentation de la menace n'apparaissent pas comme des dangers imminents pour la sécurité de leurs intérêts vitaux. Les missions militaires s'apparentent à la lutte contre la piraterie, aux opérations humanitaires et de surveillance des grandes manifestations sportives. La haute technologie de la puissance de feu moderne, qui réduit l'engagement en hommes, affaiblit elle aussi l'esprit de défense auprès du grand public qui n'a pas conscience de ce que font les forces armées. Selon le président de la commission de la défense de la Chambre des Communes, cette situation constitue la vraie menace stratégique. Le rôle crucial de conviction des députés vis-à-vis de leurs électeurs, à l'appui d'arguments solides et explicatifs, doit constituer le fil rouge pour gagner le consentement du public sur le recours à la force. La décision de Westminster sur la non-intervention en Syrie illustre cette impérieuse nécessité de passer du temps avec les citoyens avant un vote. Car ce que les *MPs* ont exprimé en août 2013 n'est pas un refus d'intervenir militairement au Proche-Orient, il n'y a pas eu d'opposition au recours à la force militaire mais une



Patricia Adam, SE Jean-Baptiste Mattei

réaction devant le manque de clarté sur ce qui était proposé. Les parlementaires ont refusé de soutenir deux résolutions qui défendaient une intervention militaire sans que les arguments justificatifs aient été exposés sur l'identification claire de l'ennemi, l'obtention d'un résultat, les conséquences inattendues et le coût d'une opération.

Les Français adhèrent pleinement à la nécessité devenue incontournable d'informer davantage l'opinion publique sur le principe du recours à la force. Pour la présidente de la Commission de la défense nationale, si les contours d'une intervention militaire délimités par un cadre normatif international (mandat des Nations Unies, chapitre 7 sur l'action en cas de menaces contre la paix) justifient la guerre juste à l'étranger, le soutien explicite des opinions devient une condition essentielle pour légitimer une action extérieure. Les membres de l'Assemblée nationale ont le devoir d'annoncer des objectifs clairs et des moyens financiers, en rapport avec les intérêts vitaux de leur pays, notamment pour des opérations au sol, la question centrale des pertes humaines pesant beaucoup sur les décisions finales des parlementaires.

Au niveau bilatéral, le travail interparlementaire doit aussi prendre toute sa place. Le récent essor des nationalismes en France et au Royaume-Uni ravive la question sensible de la souveraineté nationale et, au sein des parlements respectifs, gêne les initiatives de coopération comme celle de Lancaster House. Les députés -notamment via le groupe de travail parlementaire franco-britannique sur la coopération de défense- ont ainsi un rôle à prendre d'observateurs de la progression de la coopération initiée par les deux gouvernements (par exemple, suivi du travail accompli au sein de la commission du Livre blanc français? Suivi des coopérations industrielles annoncées?), et d'informateurs sur l'enjeu du partage des décisions politiques entre la France et le Royaume-Uni. Le cas échéant, ils pourraient aussi expliquer pourquoi les deux Etats partenaires, parfois, ne partent pas ensemble. L'idée qu'un concept proprement franco-britannique des interventions militaires pourrait aider à mobiliser l'opinion, a également été avancée. La France et le Royaume-Uni pourraient mener ensemble une réflexion en analysant leurs coopérations passées, et à l'appui d'arguments explicatifs, sensibiliser le public.

*« Il faut partager une analyse commune pour la mettre au service de nos partenaires européens »*

Patricia Adam

Présidente de la Commission de la défense nationale et des forces armées, AN



*Atelier, Conférence de défense 2014 du CFB*

## Relever le défi sécuritaire en Afrique

### L'Armée de terre et la British Army: frères d'armes dans les crises

Sur le terrain, quelle est la crédibilité accordée au partenariat de défense?

L'Afrique a fait l'objet d'un atelier spécifique au sein de la conférence 2014 du CFB. Selon un format inédit réunissant les deux chefs d'état-major de l'armée de terre co-présidents de la séance, qui accueillait autour de la table les ministres français et britannique de la défense. Avec une interrogation ciblée: la France et le Royaume-Uni peuvent-ils travailler ensemble sur le continent noir?

Dans un contexte menaçant de crises chroniques et à venir -le Nigeria? Le Cameroun? La Guinée-Conakry?- les délégués français ont ouvert le débat sur la question non résolue de la prévention des crises. En rappelant que le Groupe d'Anticipation Stratégique (GAS) permet au plus haut niveau politico-militaire d'appréhender la fragilité des situations. Mais en soulignant que le point fort de la stratégie repose sur le prépositionnement des forces. Ainsi, la particularité des unités françaises en Afrique, éléments d'alerte ou de toute première intervention, vient de ce qu'elles constituent un outil de prévention des crises qui, à proximité des foyers potentiels d'instabilité, complètent la diplomatie. La France a d'ailleurs tiré les leçons de ce qui s'est passé au Mali: même si le terrorisme y a subi de sérieux revers, la route des trafics Guinée Bissau-Corne de l'Afrique a conduit à réorganiser son dispositif dans l'espace sahélo-saharien pour le rendre encore plus réactif.

C'est un savoir-faire qui intéresse de près les Britanniques. Tout juste sortis d'une décennie d'opérations longues au sein de coalitions alliés multilatérales, ils sont curieux de revenir vers un modèle plus interventioniste voire

urgentiste. Le Chief of the General Staff a mis en avant cette capacité des Français à comprendre l'environnement des situations de crises où ils sont susceptibles d'intervenir. Très élogieux et reconnaissant de la visite qu'il a effectué au Mali en janvier 2014 sur invitation du Général Ract-Madoux, il considère que Serval est une opération dans laquelle l'Armée de terre a su parfaitement contracter des partenariats avec les acteurs régionaux en Afrique. La British Army parle d'un modèle français au Mali, intéressant pour les futures opérations, et envisage de tirer les leçons sur la manière dont précisément la France a changé sa façon d'intervenir (manoeuvre offensive rapide, déploiement de capacités aéroterrestres mobiles), avec des objectifs d'agilité et une aptitude à prendre des risques. Au cours du débat, l'idée est évoquée de réfléchir à accueillir temporairement des unités britanniques au sein des unités françaises.

*« The French Army does that extremely well: contracting partnership with regional players in Africa »*

L'approche du ministre britannique de la défense est restée prudente. Philip Hammond a déclaré son profond intérêt pour la détermination et la rapidité de l'intervention des Français, et reconnu l'acuité de l'analyse de la situation en amont.

General Sir Peter Wall  
CGS

Le concept de prévention est décrit comme un des modèles que le gouvernement de Londres considère avec intérêt. Sur la question d'un éventuel prépositionnement commun franco-britannique dans certaines régions d'Afrique, le ministre a estimé que les travaux sur la prochaine SDSR seront l'occasion de discuter de nouvelles options. Très scrupuleux sur l'exercice de maintien d'un équilibre budgétaire au sein de son ministère, et tout en rappelant le rapport difficile entre organisation des forces armées et ressources disponibles, il évoque cependant la possibilité de financer un positionnement plus important et sur une base permanente des forces britanniques à l'étranger. Dans la future posture stratégique du Royaume-Uni, une partie des entraînements des forces pourraient peut-être se faire en dehors du pays, dans des régions fragilisées par l'insatibilité politique.

## Les enjeux et la géographie: deux poids deux mesures

Cette première identité d'intérêt opérationnel se retrouve-t-elle au plan politico-stratégique?

L'Afrique est clairement analysée comme un enjeu de sécurité pour la France et le Royaume-Uni. La conscience d'avoir des responsabilités à assumer sur ce continent pour la défense de la paix et de la sécurité est déclarée, et le potentiel d'une coopération accrue -notamment entre les deux armées de terre- en Afrique, reconnu. D'un commun accord, la vulnérabilité de l'Europe face à l'instabilité du quart Nord-Ouest du continent africain, les risques et conséquences de fortes migrations de populations, la présence de groupes extrémistes dans les espaces non gouvernementaux (Al-Qaïda au Maghreb, Boko Haram dans le nord du Nigeria, Al-shabab en Somalie), le trafic de drogue à travers le Sahel, la piraterie dans la Corne de l'Afrique, sont autant de menaces répertoriées de concert par Londres et Paris. La volonté de travailler ensemble est sans équivoque. Les représentants de la diplomatie britannique à Bruxelles ont d'ailleurs été les ambassadeurs d'une feuille de route plus poussée sur l'émergence d'un leadership franco-britannique. En Europe, c'est à la France et au Royaume-Uni de prendre en charge les questions de sécurité du continent africain. Les deux pays ont une responsabilité à mettre en place une stratégie préventive de gestion des crises pour éviter d'en arriver à l'option d'une intervention militaire que l'UE ne souhaitera pas engager.

*« The common bilateral interest in Africa is absolutely clear »*

Vice Admiral Ian Corder

UK military Representative to Nato and the EU

Reste que la géographie des interventions en Afrique est un volet majeur qui sépare les partenaires de Lancaster House. Certes les deux Etats coopèrent étroitement sur la politique d'évacuation des ressortissants et dans la lutte contre le terrorisme, mais la culture des opérations militaires sur les terres des anciennes puissances coloniales n'est pas la même. Les Britanniques sont

restés assez réservés et ont montré peu d'enthousiasme à l'égard d'une approche régionale commune en Afrique. Leur volonté n'est pas de renforcer localement la présence française, déjà très efficace à leurs yeux, mais davantage de se positionner dans des régions différentes du continent et significatives pour la sécurité britannique. La France, de son côté, souhaite éviter une partition de l'Afrique et estime que le découpage en aires d'influences est une clé de lecture inadaptée pour répondre à l'ampleur des défis contemporains. Pour le ministre français de la défense, il est nécessaire de viser une conception globale de la sécurité que les deux pays doivent mener en commun, car, a-t-il déclaré, "dans ma vision de notre engagement en Afrique, il n'existe ni pré-carré, ni chasse gardée". La répartition liée



« Pourquoi ne pas réfléchir ensemble à un premier déploiement de la force conjointe en Afrique? Pourquoi ne pas envisager que cette force conjointe soit l'outil de réaction rapide qui pourrait entraîner d'autres partenaires? »

Jean-Yves Le Drian  
Ministre de la défense

Jean-Yves Le Drian, Rt Hon Philip Hammond MP

au passé des tâches de sécurité entre la France et le Royaume-Uni en Afrique, est, selon lui, en train de s'estomper: les Britanniques sont présents au Mali et en RCA, la France a été actrice en Somalie et participe à l'opération Atalante. Jean-Yves Le Drian a d'ailleurs mis sur la table le sujet de l'emploi de la force commune en Afrique. La question se pose de son recours, des conditions de sa mise en oeuvre et de son utilisation. Sans que le concept des forces prépositionnées françaises constitue un modèle, il a estimé qu'un positionnement commun sur des bases en Afrique à partir de la force conjointe peut être envisagé sous un certain nombre de conditions. La question est restée ouverte.

## La gestion des conflits africanisée

Un point de vue académique a permis d'approcher la problématique de la gestion de la sécurité en Afrique sous un angle plus conceptuel. Un chercheur du *Geneva Center for Security Policy* (GCSP), spécialiste des transitions politiques, a ainsi souligné que le contexte radicalement nouveau doit placer l'Afrique au centre des discussions stratégiques des instances internationales. A la fois doté d'une croissance économique entre 6 et 7 %, le continent africain est aussi aujourd'hui livré à un éclatement de crises inédites, plus locales et de haute intensité. La grammaire de la sécurité africaine est en mutation avec moins de conflits à grande échelle (exemples du génocide rwandais au début des années 90, de la famine en Ethiopie dans les années 80) et une nette atomisation des guerres à l'instar de celles au Mali ou en RCA, la grande instabilité politique de certains pays (le Burkina Faso, le Gabon; le Sénégal très exposé en 2013) menaçant de dégénérer rapidement.

Cette nouvelle phase géopolitique impose que la construction de l'Etat en Afrique devienne un objectif prioritaire de longue haleine. Car, selon cet internationaliste, l'insécurité trouve son origine dans la faiblesse de la matrice étatique, minée par les flux transfrontaliers, migratoires, criminels et terroristes qui brouillent les cartes des logiques nationales et de la contiguïté territoriale. Corriger l'instabilité générée par le transnationalisme exige ainsi de repenser les interventions militaires, qui doivent être "africanisées" avec des armées autochtones entraînées, autonomisées dans la gestion des crises et affranchies de l'assistance extérieure. Dans ce schéma, la France et le Royaume-Uni ont une place à prendre pour conjuguer les outils politico-militaires en parant au délitement des armées africaines (lutte contre la prolifération des milices et factions paramilitaires) et en favorisant le développement économique.

Quelle est la réponse des gouvernements à cette analyse?

« La désétatisation est fondamentalement le problème sécuritaire le plus central aujourd'hui en Afrique »

Dr Mohammad-Mahmoud  
Ould Mohamedou  
Head of Regional  
Programme, GCSP



Dr Mohammad-Mahmoud Ould Mohamedou

“Il faut aider les Africains à passer de l’incantation aux actes” a déclaré Jean-Yves Le Drian, selon lequel le décalage entre l’affichage de l’ambition et la réalité de la mise en oeuvre est un débat récurrent soulevé à Paris à la fin de l’année 2013 avec les Etats africains, puis à Bruxelles lors du sommet UE-Afrique d’avril 2014. La France est favorable à cette idée d’accompagner la structuration des forces africaines répondant à une autorité d’Etat, et acquiesce à l’objectif d’une qualité professionnelle des armées qui dans de nombreux pays n’a pas le niveau disciplinaire requis pour juguler la menace venue des milices et des clans. Le chef d’état major de l’Armée de terre est intervenu pour rappeler le rôle de ses unités dans la consolidation des capacités africaines de défense et de sécurité. Entre 2008 et 2012, 58 000 militaires africains ont ainsi été instruits par la France et 20 000 pour la seule année 2013. Les forces terrestres françaises ont également offert tout un éventail de capacités de réponses graduées pour rassurer la population et consolider les Etats en accompagnant le développement.

Sur l’africanisation de la gestion des crises, la position du gouvernement britannique est moins tranchée. Le *Secretary of State for Defence* est intervenu pour rappeler que le débat actuel au Royaume-Uni pose d’abord la question cruciale de leur engagement de défense aujourd’hui. Mais l’influence en Afrique et le soutien à la construction de capacités militaires autonomes sont au coeur de la réflexion. Fort de son étroite coopération avec le CEMAT français, le CGS a témoigné sur les bénéfices d’un travail rapproché avec l’Afrique en matière de formation des armées, et à ce titre, cautionné l’importance d’instruire les partenaires africains à la prévention, notamment dans la région sous pression du Sahel. L’idée d’un programme d’exercice non permanent avec un déploiement de quelques semaines est évoquée et relayée par Philip Hammond, qui estime que les forces britanniques elles-mêmes devraient largement bénéficier d’entraînements à l’étranger. Mais concrètement, et notamment pour le Foreign Office, la consolidation de l’Etat passe surtout par une politique de développement économique sur le long terme. Le continent africain est considéré comme porteur d’enjeux de croissance déterminants où le Royaume-Uni est un contributeur financier de premier ordre depuis plusieurs années.

# Une visibilité pour Lancaster House à l'international

## Ensemble à Newport en 2014: sur quel sujet?

Reste la question du continuum franco-britannique en matière de défense. Comment les partenaires de Lancaster House envisagent-ils de se rendre au sommet de l'OTAN de septembre 2014, après avoir passé l'échéance-test du Conseil européen de décembre 2013 et celle du sommet bilatéral de janvier 2014? Peuvent-ils se prévaloir d'une communauté de vues sur la scène stratégique euro-atlantique?



Tim Rowntree, Général d'armée aérienne Jean-Paul Paloméros

La transformation de l'Alliance sera au coeur de l'agenda de la rencontre de Newport au pays de Galles, et pour le Commandant suprême allié Transformation de l'OTAN, la France et le Royaume-Uni sont attendus comme force de proposition. Au plan stratégique d'abord. Le partage qu'ils ont initié au cours des travaux sur le Livre blanc français de 2013, la perspective d'une éventuelle coopération lors de la prochaine SDSR britannique sont, à ses yeux, des rendez-vous décisifs qui devraient profiter aux cycles de réflexions à venir entre les vingt-huit alliés. En définissant ensemble des approches communes, le couple franco-britannique contribue aux orientations de la politique de sécurité de l'Alliance pour les cinq ans à venir. Les deux pays ont la capacité à développer des concepts et des doctrines qui s'appuient sur l'expérience acquise. Leur contribution sur l'évaluation de la menace et ses implications pour la zone euro-atlantique dans les contextes de crises pourrait être

« *Le couple franco-britannique est sans doute un des meilleurs moteurs de notre alliance* »

Général d'armée aérienne Jean-Paul Paloméros

Supreme Allied Commander Transformation, NATO

une brique essentielle de la nouvelle friche politico-stratégique de l'OTAN. Au plan capacitaire aussi. Car ils doivent avoir le souci de mettre en avant leur savoir-faire et chercher à être leaders dans les projets de *smart defense*. Au plan opérationnel enfin. La future CJEF ne pourrait-elle pas servir l'initiative d'interconnexion des forces (CFI)? L'interopérabilité tactique aboutie entre les unités françaises et britanniques pourrait-elle se prolonger sur une utilisation commune des structures de commandement OTAN?

La France considère que l'effet incitatif des accords de Lancaster House sur une plus grande connection stratégique avec le Royaume-Uni est indéniable: il existe une capacité à coordonner les réponses nationales, et la compréhension commune des enjeux de sécurité peut se prolonger sur une volonté d'agir, avec la possibilité d'être acteurs, en amont d'un engagement américain. Reste que pour la Délégation aux Affaires Stratégiques (DAS), il est regrettable que ces intérêts partagés ne soient pas visibles au sein des organisations internationales, et le constat est fait que la très bonne relation bilatérale ne profite pas à l'OTAN. Le sommet de Newport doit ainsi être une opportunité pour que les deux pays, qui jouent un rôle moteur au sein de l'Alliance -et compte tenu de l'évolution de la relation France-Otan- portent des positions communes, compatibles avec l'UE.

L'influence des deux pays comme agents réformateurs des structures de l'Alliance est évoquée sans surprise, mais le débat s'est focalisé sur les missions de la future OTAN. Défense collective ou gestion de crises? Le prochain départ des



Philippe Errera

« *We have to spend more time and efforts rolling the pitch as we say in cricket* »

The Rt Hon Philip Hammond MP  
Secretary of State for Defence

forces alliées –et notamment britanniques- d’Afghanistan, l’actualité de la crise ukrainienne ont accordé une importance particulière à la place de l’article V. Le rôle de l’Alliance après l’opération ISAF (*International Security Assistance Force*), la réévaluation de la stratégie OTAN en centre-Europe posent la question de la crédibilité politique (quelle ligne rouge ne pas franchir?) et militaire (quel bilan de l’exercice OTAN 2013 Steadfast jazz en Pologne?) de la défense collective. Pour de nombreux délégués, si l’article V du traité de l’Atlantique Nord constitue encore aujourd’hui le pilier de l’Alliance, l’annexion de la Crimée ne doit pas occulter le débat de fond sur l’avenir de l’OTAN.

Comment envisager l’Alliance pour les vingt ou trente prochaines années? Où a t-elle vocation à intervenir? Quel équilibre entre dissuasion nucléaire et défense conventionnelle? Surtout, la mission de l’OTAN dans la gestion des crises a mobilisé la réflexion. Avec une division classique entre l’approche britannique, favorable au développement des missions de gestion de crises OTAN; et une approche française, mettant en garde contre le renforcement des moyens de défense collective de l’Alliance au détriment de ceux pour les interventions de l’UE. En vue du sommet de Newport de septembre 2014, et en vertu de leur expérience en RCA, les représentants du gouvernement français ont promu la constitution d’un “agenda positif” franco-britannique, visible, qui consiste à connecter les rôles de l’OTAN et de l’UE. Un nouveau quitte ou double, où la France est prête à promouvoir la part OTAN dans la gestion des crises à condition que les Britanniques jouent le jeu côté UE.

« *Le franco-britannique est une enceinte unique. Il faut qu’on en tire pleinement parti* »

Philippe Errera

Directeur de la Délégation aux  
Affaires Stratégiques



HE Julian Braithwaite

## Ensemble à Bruxelles en 2015 : sous quel motif?

Dans quelle mesure le gouvernement de David Cameron, en difficulté intérieure sur la question européenne, souhaite-t-il adhérer à cet agenda sur l'UE?

L'argumentation que les Britanniques avaient forgé en se rendant à Bruxelles en décembre 2013, est reprise. Ils déclarent d'ailleurs être sortis satisfaits du Conseil européen qui, selon eux, dans le domaine civilo-militaire, a dessiné des directions en harmonie avec leurs attentes pour Newport, et encourageantes en vue de la rencontre européenne de juin 2015. La valorisation de l'approche globale de l'UE continue d'être leur ligne politique, leur nette préférence allant à un leadership franco-britannique au sein d'un cadre multilatéral assurant la suite des interventions militaires. Certes, ils confirment que les deux pays sont les seuls dans l'UE à pouvoir initier des opérations de haute intensité, notamment avec la CJEF, mais cela reste la solution du dernier recours. La constitution de la force AMISOM en Somalie, la MONUSCO en république du Congo, l'entraînement des forces au sein d'EUTM Somalie et EUTM Mali, le déblocage de huit cents millions d'euros sur trois ans pour l'African Peace Facility (APF), sont autant d'initiatives pour lesquelles l'impact du partenariat de Lancaster House a fait la différence.

*« The EU will never be for acute crisis management but for dealing with chronic crisis before they turn into conflicts »*

Ambassador Julian Braithwaite  
UK Representative, EU Political and Security Committee

La France n'a pas fait la même interprétation des résultats obtenus au Conseil européen de décembre 2013. Elle n'a pas occulté la difficulté des deux partenaires à s'entendre sur les responsabilités partagées au sein des organisations de sécurité et souligné la persistance d'une divergence d'approches sur l'articulation UE-OTAN et l'avenir de la PSDC. En clair, elle accorde, comme le Royaume-Uni, une importance particulière au développement des missions civilo-militaires de l'UE. Notamment, la formation des armées, doit se confirmer comme un outil d'excellence de l'Europe, les missions EUTM, initiées par quelques nations cadres, illustrant la bonne entente entre Français et Britanniques. La sécurité maritime dans la Corne de l'Afrique est un autre sujet qui fonctionne bien entre les deux pays et qui valide le principe d'une articulation UE-OTAN. Mais la

mutualisation des capacités européennes reste un objectif prioritaire. Le ministre français de la défense s'est satisfait des progrès réalisés sur le ravitaillement en vol et de la prise en compte du volet industriel de la défense par le Conseil de décembre 2013, mais est resté préoccupé de ce que les Britanniques rejettent les perspectives d'un lien organique avec l'UE en matière capacitaire.

## Passer de deux à trois?

Enfin, mettre en perspective le partenariat sur la scène internationale suppose de mieux comprendre le positionnement des Etats-Unis vis-à-vis de l'initiative franco-britannique. Mais aussi: comment les choix politico-stratégiques d'outre-atlantique sont reçus par la France et le Royaume-Uni, et en quoi impactent-ils leur coopération de sécurité? Le débat -devenu classique- sur le pivot américain s'est ouvert avec le constat que la perception européenne d'un nouvel équilibre axé sur l'Asie-Pacifique est erronée. Outre qu'il ne représente pas une rupture importante avec la politique américaine dans cette région depuis plus de vingt ans, le vrai défi pour les Etats-Unis porte sur le repositionnement de leurs moyens sur l'échiquier mondial, et la façon dont l'UE, notamment via le couple franco-britannique, doit prendre sa place au sein du nouvel équilibre transatlantique et dans la réflexion sur la défense collective.

« *The rebalance, a cover for US disengagement from Europe? I really don't think that is the case* »

Leo Michel

Distinguished Research Fellow,  
National Defense University,  
Washington DC

Cette approche défendue par un chercheur américain de la National Defense University de Washington DC souligne que les orientations actuelles de la politique étrangère américaine n'induisent pas un désengagement des Etats-Unis d'Europe. Selon lui, l'année 2014 est au contraire marquée par un nouvel équilibre de la relation euro-américaine. La Quadriennial Defense Review (QDR) réaffirme les intérêts américains pour la sécurité européenne, et les déploiements aériens très réactifs en mer Baltique et en Pologne pour rassurer les alliés face à la crise en Ukraine confirment l'engagement des Etats-Unis sur le Vieux continent.

Plus encore, il considère que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France sont les trois pays au sein de l'Alliance qui peuvent faire la différence en matière de sécurité. Cette idée de coopération trilatérale a déjà pris place sous plusieurs formes, mais dans le cadre du partenariat franco-britannique renforcé, elle peut être formalisée. Certes, cet analyste rappelle que la gestion de la crise en Syrie en août 2013 a montré les limites d'une partition à trois, de même que l'épineuse question de l'information classifiée et du partage du renseignement reste un problème d'envergure. Mais en tant que puissances nucléaires, ces Etats partagent une analyse sur les menaces stratégiques et il serait intéressant de voir leurs ministres de la défense mettre en place une consultation commune. Au plan opérationnel, la coopération entre les trois armées de l'air est ancienne et fructueuse, avec des rencontres de haut niveau, des échanges d'officiers et des exercices communs réguliers, les trois marines travaillent ensemble dans plusieurs régions du monde, et pour l'avenir, il serait intéressant de réfléchir à une forme d'association des forces américaines à la CJEF en cas de crise. Le Sahel Multilateral Planning Group est un autre indicateur du bon fonctionnement de la coopération trilatérale dans la bande sahélienne. Le volet industriel, lui aussi, devrait pouvoir s'ouvrir sur une approche plus conciliante et cohérente entre les Etats-Unis, le Royaume-Uni et la France...

# Conclusion

## Ce qui a été dit en 2014

A l'issue de la quatrième conférence annuelle de défense du Conseil Franco-Britannique, un constat et trois pistes de réflexion s'imposent. Des décisions importantes dans le domaine capacitaire annoncées en 2013 et attendues pour 2014, ont effectivement abouti et notamment, outre le pas franchi sur l'Anti-Navire Léger (ANL) de MBDA, le rapprochement entre Dassault Aviation et BAE Systems marque la coopération R&T dans l'aéronautique de combat d'une pierre blanche. L'idée de créer une agence exécutive entre les ministres de la défense pour faciliter le dialogue avec les deux avionneurs est, elle aussi, inédite. Au sein de ce contexte favorable, et plus généralement sur l'année 2014 introduite par le sommet franco-britannique de Brize Norton, la relation personnelle établie entre les acteurs politiques, militaires et industriels a été considérée comme une clé de lecture particulièrement instructive sur l'état de la coopération.

Le rapprochement stratégique, la visibilité du partenariat à l'international et la gestion commune des crises en Afrique sont les trois dossiers qui ont interrogé. Faut-il envisager la fabrication d'une convergence stratégique entre Londres et Paris? La question s'est déjà posée à la conférence annuelle 2012 lors des échanges sur l'intervention conjointe en Libye, mais en 2014, la perspective d'un nouveau Livre blanc britannique relance avec acuité le débat. Et divise. Les Français sont demandeurs pour *a minima* progresser sur la voie d'une analyse commune des menaces, notamment pour l'Europe de la défense, quand les Britanniques reprennent leurs arguments sur les vertus d'une interopérabilité franco-britannique toujours plus accrue. La voix des officiers s'est manifestée sur l'optimisation réussie de la coopération tactique entre les forces des deux pays, mais l'expression d'une ambition politique commune sur les perspectives de partage capacitaire et d'emploi de la CJEF est clairement attendue dans le milieu militaire. Le deuxième sujet, déjà évoqué en 2013, sur la façon dont le leadership franco-britannique peut se manifester au sein des instances internationales a, cette année encore, largement occupé le débat sans apporter d'évolution décisive. L'approche globale britannique qui consigne les opérations extérieures de haute intensité à l'OTAN *versus* les ambitions d'autonomie stratégique européenne à la française continuent de se juxtaposer.

Troisième et dernier volet, l'Afrique aura été le nouveau sujet en 2014. Le ministre français de la défense a d'ailleurs considéré que l'atelier du CFB consacré à la sécurité du continent noir offrait l'occasion de dégager des propositions concrètes, notamment sur un prépositionnement conjoint en vue de la prévention des crises, et sur le mode d'utilisation de la force expéditionnaire commune. Les Britanniques ont ouvertement salué l'expertise de l'armée de terre française au Sahel, mais leur prudence vis-à-vis des options de coopération suggérées par la France a été symbolique d'un contexte politico-stratégique tenu par un calendrier domestique chargé et aux issues incertaines.

## Ce qui doit être fait en 2015

Le référendum sur l'indépendance en Ecosse, l'ouverture des travaux sur la *Strategic Defence and Security Review* (SDSR), les élections générales seront des moments forts de la politique intérieure du Royaume-Uni dans les mois à venir. Et le risque ne sera pas absent qu'un gel temporaire des dossiers enclenchés entre Londres et Paris freine l'avancement de la feuille de route franco-britannique.

Les gouvernements des deux pays auront ainsi une responsabilité particulière à conjurer les blocages et maintenir le cap sur l'ensemble des initiatives pour ne pas remiser les prises de décisions. L'enjeu général d'une progression de la réflexion stratégique -il est vrai, plus nettement plébiscité par la France que par les autorités britanniques-, et celui en particulier d'une modélisation de l'africanisation de la gestion des crises pourraient bénéficier de ce que le sommet de l'OTAN de septembre 2014 et le Conseil européen de juin 2015 constituent des dates butoirs pour nourrir le continuum franco-britannique en matière de sécurité.



*Claire Chick, Joseph Zimet*

L'espace tout juste ouvert, et jusqu'en 2018, sur une ligne continue de commémorations du premier conflit mondial représente une opportunité à saisir pour resserrer des relations personnelles, de plus en plus marquées du sceau de la confiance et essentielles au maillage de la coopération de défense. D'autant que les nombreux changements de postes récents et à venir redistribuent à chaque fois les cartes des ententes individuelles. La dynamique mémorielle tirée des manifestations du centenaire de la guerre 14-18 peut être un vecteur de rapprochement et pourrait sensibiliser utilement une opinion publique en quête de sens sur les initiatives de défense contemporaines. Le directeur de la Mission du Centenaire l'a rappelé: "le patrimoine historique autour de la grande guerre entre la France et le Royaume-Uni est d'une exceptionnelle richesse". Et il a ajouté: " le centenaire crée un espace d'opportunités pour des coopérations bilatérales fortes"...

**Claire Chick, Août 2014**



*Les délégués à la conférence de défense 2014 du CFB*

# Participants 2014

---

**Patricia ADAM**

Députée, Présidente de la Commission de la défense nationale et des forces armées, Assemblée Nationale

---

**Colonel Philippe ADAM**

Questions euro-atlantiques  
Délégation aux Affaires Stratégiques

---

**SE Pascale ANDRÉANI**

Ministre plénipotentiaire, Ambassadeur auprès le l'OCDE

---

**Rt Hon James ARBUTHNOT MP**

Chair of the defence select committee  
House of Commons

---

**Robin ASHBY**

Director General, UK Defence Forum  
Secretary General EURODEFENSE UK

---

**Air Vice-Marshal Stuart ATHA**

HQ Air Cmd  
RAF High Wycombe

---

**Alain BARLUET**

Correspondant défense  
Le Figaro

---

**Colonel Alain BAYLE**

Attaché de Défense Adjoint Terre près l'ambassade de France au Royaume-Uni

---

**Hugh BAYLEY MP**

President of the Nato Parliamentary Assembly

---

**Général d'armée Henri BENTEGEAT**

Ancien chef d'état-major des armées  
Ancien président du comité militaire de l'Union Européenne

---

**Prof. Sven BISCOP**

Director, Europe in the World Programme  
Egmont Institute, Brussels

---

**Prof. Christian de BOISSIEU**

Président du Conseil franco-britannique, section française

---

**Aurélié BONAL**

Sous-directrice de l'Europe occidentale et nordique  
Ministère des Affaires étrangères

---

**Reynold de la BOUTETIÈRE**

Chef du bureau des relations bilatérales  
DGA

---

**Antoine BOUVIER**

Président-Directeur Général  
MBDA

---

**HE Julian BRAITHWAITE**

UK Representative  
EU Political and Security Committee

---

**Dr Claire CHICK**

Head of Defence  
Franco-British Council

---

**Catherine COLONNA**

Ancienne Ministre, Ministre plénipotentiaire  
Managing partner Brunswick group

---

**Captain Christopher CLOUGH**

Naval Attaché & Deputy Defence Attaché  
British embassy, France

---

**Vice Admiral Ian CORDER**

UK Military Representative to NATO and the EU

---

**Arnaud DANJEAN**

Député européen  
Président de la Sous-commission "sécurité et défense"

---

**Olivier DARRASON**

Président  
CEIS

---

**Général de division Hugues DELORT-LAVAL**

Chargé des relations internationales et du soutien aux exportations à l'état-major de l'armée de terre

---

**Philip DUNNE**

Minister for Defence Equipment, Support and Technology

---

**Général de corps d'armée Jean-Marc DUQUESNE**

Directeur de l'Institut des Hautes Etudes de Défense Nationale

---

**SE Bernard EMIÉ**

Ambassadeur de France au Royaume-Uni

---

**Philippe ERRERA**

Directeur de la Délégation aux Affaires Stratégiques

---

**Richard FORD**

Defence Equipment Attaché  
British embassy, France

---

**Nicolas FOURNIER**

Attaché d'Armement  
Ambassade de France au Royaume-Uni

---

**Pr Maurice FRASER**

Head of the European Institute,  
Professor of Practice in European Politics  
LSE

---

**Etienne de GONNEVILLE**

Sous-Directeur des Affaires Stratégiques  
Ministère des Affaires Etrangères

---

**Nathalie GUIBERT**

Defence Correspondent  
Le Monde

---

**Rt Hon Philip HAMMOND MP**

Secretary of State for Defence  
MOD

---

**Dai HAVARD MP**

Member of the Defence select committee  
HOC

---

**Patrick HAUGHEY**

Political advisor  
British Embassy, France

---

**Dr Alexandra de HOOP SCHEFFER**

Senior Transatlantic Fellow  
Director, Paris Office  
The German Marshall Fund of the United States

---

**Glyn HUGHES**

Director, Western Europe  
BAE Systems

---

**Sandy JOHNSTON**

International Policy France  
MOD

---

**Ann KENRICK**

Secretary General  
Franco-British Council

---

**Christian LECHERVY**

Conseiller Affaires stratégiques et Asie Pacifique  
Cabinet du Président de la République

---

**Jean-Yves LE DRIAN**

Ministre de la défense

---

**Axelle LEMAIRE**

Députée, Représentation des Français établis en Europe du Nord  
Membre de la Commission des affaires européennes  
Assemblée Nationale

---

**Jean-Bernard LEVY**

Président-Directeur-Général  
Thales

---

**Paul LYALL**

Auditeur du CHEM et de l'IHEDN

---

**Air Cdre John MAAS**

Defence Attaché  
British Embassy, France

---

**Jean-Claude MALLET**

Conseiller spécial du ministre de la défense

---

**Hervé MARITON**

Ancien Ministre, Député de la Drôme

---

**Olivier MARTIN**

Secrétaire Général  
MBDA

---

**HE Jean-Baptiste MATTEI**

Représentant permanent de la France auprès de l'Otan

---

**Général de brigade aérienne Bruno MAURICE**

Directeur du Centre des Hautes Etudes Militaires

---

**Général d'armée aérienne Denis MERCIER**

Chef d'état-major de l'armée de l'air

---

**Leo MICHEL**

Distinguished Research Fellow  
Institute for National Strategic Studies,  
National Defense University, Washington, DC

---

**Dr. Mohammad-Mahmoud OULD MOHAMEDOU**

Visiting Professor, Graduate Institute  
Head of Regional Programme  
Geneva Center for Security Policy

---

**Alexis MOREL**

Directeur de la stratégie, en charge de l'Europe,  
THALES

---

**Général d'armée aérienne Jean-Paul PALOMÉROS**

Supreme Allied Commander Transformation NATO  
NATO HQ SACT

---

**Ketan PATEL**

Assistant Head 2 (Equipment), International Policy France  
MOD

---

**Général de corps d'armée Jean-Paul PERRUCHÉ**

Président d'EuroDéfense-France  
Chercheur associé à l'IRSEM

---

**Christian PIERRET**

Ancien Ministre, Maire de Saint-Dié (Vosges)

---

**David PRODGER**

Head, European Security Division  
Foreign Office

---

**Général d'armée Christian QUESNOT**

Ancien Chef de l'Etat-major particulier du Président de la République

---

**Général d'armée Bertrand RACT-MADOUX**

Chef d'état-major de l'armée de terre

---

**HE Sir Peter RICKETTS**

British Ambassador to France

---

**Josselin de ROHAN**

Ancien président de la Commission des affaires étrangères et de la défense, Sénat  
Parlementaire honoraire

---

**Tim ROWNTREE**

Director OCCAR-EA

---

**Contre-Amiral Henri SCHRICKE**

Attaché de défense  
Ambassade de France au Royaume-Uni

---

**Pr Georges-Henri SOUTOU**

Membre de l'Académie des Sciences morales et politiques  
Professeur émérite à l'Université de Paris IV - Sorbonne

---

**Chloe SQUIRES**

Head of Security Policy  
FCO

---

**Alison STEVENSON**

Head of NATO and Europe Policy  
MOD

---

**Général de corps d'armée Olivier TRAMOND**

Contrôleur Général des Armées en mission extraordinaire

---

**Eric TRAPPIER**

Président-Directeur-Général  
Dassault Aviation

---

**Pierre TRAN**

Chef de bureau Paris  
Defense News

---

**Justin VAISSE**

Directeur du Centre d'Analyse, de Prévision et de Stratégie  
Ministère des Affaires Etrangères

---

**Hubert VÉDRINE**

Ancien ministre des Affaires Etrangères

---

**James de WAAL**

Senior Consulting Fellow, International Security Department  
Chatham House

---

**Steve WADEY**

Managing Director  
MBDA UK

---

**General Sir Peter WALL**

Chief of the General Staff  
MOD

---

**Stephen WILLMER**

International Policy France-Team Leader  
MOD

---

**Joseph ZIMET**

Directeur Général  
Mission du Centenaire de la première guerre mondiale

---



Maquette: [leonore.pironneau@gmail.com](mailto:leonore.pironneau@gmail.com)

